



## LA CHEVILLE...

*On a dit qu'à Budapest et Sofia, la Russie a récolté les fruits de la duplicité de sa politique contradictoire. La non prolifération et la Chine à « contenir » en Asie, poussent l'URSS à la coexistence pacifique vis-à-vis de l'Amérique; tandis que les intérêts qui regardent l'unité des mouvements communistes mondiaux (une espèce de nouveau « Cominform » qu'il semblait impossible de reconstituer après le divorce avec la Chine) la poussent vers le Sud-Est européen. Mais voilà qu'à Budapest, ces dernières semaines, le Kremlin a encaissé un coup dur. Cette fois le double jeu soviétique n'a pas fonctionné grâce à l'attitude sans équivoque des Roumains. Bien décidés à manifester leur indépendance en face de la Russie comme en face de tout autre Pays, ils se sont permis d'abandonner la réunion et de s'en retourner chez eux.*

*La presse internationale a donné grande résonance à cette attitude. Un proverbe oriental plein de sagesse dit à peu près: « La cheville mal enfoncée fait verser la charrette ».*

*63 partis communistes participaient à la conférence de Budapest: 14 seulement comptaient vraiment, étant au gouvernement. Etaient absents: la Chine, le Nord Vietnam, la Corée du Nord, l'Albanie, la Yougo-Slavie, Cuba et la Roumanie. Donc les plus importants.*

*Mais la presse internationale n'a pas relevé une circonstance remarquable du point de vue européen: depuis 1948, les rebellions de Tito, de la Hongrie, de la Pologne, de l'Allemagne orientale, de la Tchécoslovaquie, de l'Albanie et de la Roumanie montrent clairement que ces Pays de l'Est européen, tout en étant sous régime communiste, ne veulent pas des Russes chez eux. Ils n'en veulent pas pour une quantité de raisons, l'exploitation économique étant la plus immédiate et pressante. Ils préfèrent la Chine. Non que la Chine soit très différente de la Russie. Mais elle est loin...*

*La rhétorique soviétique de la fraternité universelle, du paradis sur terre et autres rêveries, trouve encore un écho en Europe occidentale (en France et en Italie où le communisme n'étant pas au pouvoir n'a pas encore montré de quoi il est... incapable), mais désormais ces fumeuses conceptions n'abusent plus les Pays de l'Europe de l'Est qui payent de leur propre sang, depuis plus de vingt ans, leur union forcée avec Moscou.*

*La Chine, la Chine moderne affamée et pathétique, n'est pour l'instant une menace ni pour l'Europe ni pour l'Amérique. Elle l'est seulement pour la Russie avec laquelle elle a de vieux comptes à régler depuis le temps des Tsars.*

*La Russie sent et redoute ce péril jaune et cherche désespérément des alliances parmi les partis frères. Mais à Budapest comme à Sofia, ces « frères » lui ont tourné le dos. Et la charrette soviétique oscille dangereusement.*

## Une Causerie de M. Giuseppe Pella

# VERS L'UNIFICATION POLITIQUE

*En présence d'un public nombreux de représentants diplomatiques de divers Pays, de personnalités des milieux politiques, économiques et financiers, M. Giuseppe Pella a tracé un plan de politique européenne dont voici le résumé ci-dessous.*

Après avoir rappelé les efforts accomplis dans les années qui suivirent la guerre, en vue de donner vie aux organismes actuellement existants, en particulier l'OCSE (ancienne OECE), et à la CECA, l'orateur a parlé des grands horizons ouverts par les Traités de Rome, en particulier pour le Marché Commun.

### *L'Europe, résultat d'étapes progressives*

« La réalisation de l'Europe — a-t-il dit — ne peut être le résultat d'un coup de baguette magique, ni la réalisation de schémas conçus au départ. L'Europe unie sera le résultat d'étapes progressives où un pragmatisme positif constituera la formule concrète pour cheminer sur la longue route, de même que l'alternance de problèmes politiques et économiques constituera toujours davantage la formule concrète et non seulement d'un avenir prochain. Il faut actuellement viser à l'unification politique en perfectionnant toujours davantage et en intensifiant les efforts sur le plan économique et social; il faut viser à l'intégration, mais en reconnaissant la réalité des choses qui suggèrent de ne pas négliger la formule de la coopération comme pont permettant de passer à l'intégration proprement dite ».

L'orateur a ensuite analysé les aspects particuliers des réalisations obtenues au sein du Marché Commun, constatant que le résultat global pour les Six Pays a été supérieur à ce que l'on en attendait, et en tout cas aux résultats que pouvaient attendre chaque Pays en opérant séparément.

L'expansion du revenu national, dans la Communauté a été largement supérieur à ce qu'il était auparavant et les taux d'accroissement supérieurs à ceux des autres Pays même plus prospères. On peut en dire autant de la dilatation des échanges entre les Six

Pays. Il y a eu des avancées appréciables sur les étapes prévues pour la période transitoire dans le secteur de l'industrie; d'importants accords ont été conclus pour l'agriculture, secteur des plus difficiles à guider par une politique commune. Dès 1962 a eu lieu une première réunion pour des consultations politiques et le grain semé donnera certainement de fécondes récoltes à l'avenir. Eurodollars et Eurobonds, toujours plus largement présents, sont à coup sûr le fruit de la solidarité qui unit les Pays libres d'Europe occidentale. Des pas importants ont été faits pour une vision solidaire des politiques économiques et financières, surtout pour concilier l'expansion de l'économie communautaire avec la défense monétaire contre l'inflation.

Un objectif de grande importance a été la fusion des Exécutifs, décidée l'an dernier et en voie de réalisation.

### *Les problèmes d'actualité*

Puis M. Pella a examiné les problèmes d'actualité susceptibles de relancer ultérieurement l'europhisme. Il pose comme prémisse que l'avenir doit tenir compte de certaines situations en cours d'évolution. En particulier le cours nouveau de la politique allemande commencée avec le pacte franco-allemand et les nouvelles orientations d'au-delà le Rideau de fer; la politique française de ces dernières années, au sein de l'OTAN, envers l'Amérique et la Russie; l'évolution, en outre, de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe, qui est passée de la longue phase du « bouclier atomique pour la défense de l'Europe », à la phase de la réponse flexible, pour en arriver à la phase actuelle, caractérisée par les engagements de l'Amérique dans le Pacifique.

« ...Notre Europe de demain — a dit M. Pel-

la — devra encore et toujours davantage se placer dans le cadre de la politique atlantique jusqu'au moment où celle-ci aura raison d'être; elle devra être une Europe libre et démocratique, sans dangereux équivoques; elle devra solidement maintenir ses liens avec l'Amérique en souvenir des bienfaits du passé et des nécessités de collaboration future. L'Europe que nous souhaitons doit toujours davantage tenir compte des exigences de justice sociale aussi bien sur les plans nationaux et communautaires que sur le plan international. Elle doit être une Europe instigatrice de paix, facteur de détente sans sacrifier la liberté et la démocratie, tournée vers la grande rencontre qui se produira certainement dans les années à venir entre l'Europe, les Etats-Unis et la Russie. Au moment où les temps seront mûrs pour la rencontre au grand carrefour historique, l'Europe ne devra avoir qu'une seule voix. On pourra ainsi réaliser le vrai grand Pacte à Trois indispensable pour bloquer à l'avenir des périls évidents qui se profilent à l'horizon dans les prochaines décennies ».

### *L'Angleterre et le Marché Commun*

Puis M. Pella a abordé le problème de la demande britannique d'admission dans le Marché Commun. Il est vrai que l'expansion de la zone territoriale semble rendre plus pénible la route de l'unification politique. Des formules appropriées pourront être trouvées dans l'avenir pour que, dans une famille élargie, puissent étre faites les premières expériences d'intégration politique de la part des Pays qui estimeront pouvoir le faire. Aujourd'hui la requête du Royaume-Uni mérite d'être vigoureusement appuyée, d'autant qu'à la suite de la nouvelle politique anglaise caractérisée par l'abandon des positions à l'Est de Suez, le Royaume Uni tend de plus en plus à s'identifier à l'Europe, presque à se continentaliser. « La Manche devient toujours plus étroite et sera destinée véritablement à unir plutôt qu'à diviser ».

### *Proposition franco allemande : un maximum*

Le compromis de Paris entre le Chancelier allemand et le Président de Gaulle, représente aujourd'hui, selon M. Pella, le maximum de ce que l'on peut espérer si l'on ne veut



**L'On.le Giuseppe Pella a tenu la causerie dont nous donnons le résumé, au Centre d'Etudes pour la Conciliation internationale, au Banco di Roma, le 21 février 1968.**

pas prendre ses désirs pour des réalités. Il est naturel que chacune des deux capitales le présente sous son aspect le plus favorable pour son propre pays: l'important est qu'il soit accepté par le Royaume Uni et recueille l'approbation du Conseil des Ministres de la Communauté. On peut logiquement prévoir trois phases: zone de libre échange, pour une première période; union douanière ensuite; finalement entrée de plein droit.

## *Pas de collaboration à " Cinq "*

Après avoir souligné qu'il semble difficile de concevoir des formes de collaboration entre les « Cinq », la France exclue, avec l'Angleterre, même si ces collaborations concernaient des secteurs étrangers au Marché Commun, car de dangereuses prises de position pourraient s'enraciner, M. Pella estime que certains objectifs doivent être confirmés pour un prochain avenir et demandent l'engagement du gouvernement et du futur Parlement italien. Il faut réaliser un vrai Parlement européen, doté de plus de pouvoirs et élu au suffrage universel direct, en décidant qu'une partie au moins de ses membres ne doit pas faire partie des Parlements nationaux. Il faut, dans ces prochaines années, réaliser toutes les phases prévues du Traité dans son esprit, qui est un esprit largement ouvert sur le monde, tendre à l'intégration politique, à la libre circulation non seulement des biens et capitaux, mais aussi de la main d'oeuvre.

## *Harmonisation économico-financière et sociale*

Il faut pousser plus vigoureusement l'harmonisation de la politique économique-financière et sociale, vers les buts du Marché Commun, qui ne sera plus autrement qu'une simple union douanière.

Il faut pousser à la réalisation d'une consultation politique permanente, à périodes fixes, même dans le cas où il n'y aura pas de décisions à prendre: l'important est de se rencontrer même sans ordre du jour précis.

## *La monnaie européenne*

Depuis quelques temps on préconise l'institution d'une monnaie européenne; elle serait certainement utile et témoignerait du processus avancé d'intégration européenne. Mais M. Pella n'ignore pas les difficultés d'ordre technique et politique qui conseillent la plus grande prudence: la monnaie unique européenne, non seulement comme monnaie de compte, mais comme monnaie en circulation, doit surtout prouver que l'on est très près de l'intégration totale.

UN DISCOURS DE M. GUIDO CARLI  
GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ITALIE

## *FINANCES ET EUROPEISME*

---

**La solution des problèmes monétaires internationaux dans une société à « statut européen » - Ouverture du Fonds Monétaire international aux Pays de l'Est - L'or n'est pas un robot monétaire. L'union des pays d'Europe.**

---

*Dans les premiers jours de février, M. Guido Carli gouverneur de la Banque d'Italie a prononcé un très intéressant discours au banquet annuel de l'« Overseas bankers club ». L'orateur qui a affronté les problèmes si actuels de la collaboration monétaire internationale a indiqué quels sont à son avis les dangers à éviter et les remèdes à adopter. Nous reproduisons ci-dessous pour nos lecteurs les passages où M. Guido Carli a clairement formulé une opinion qui nous paraît d'une importance capitale puisque, vu par un des maîtres de la finance, les problèmes monétaires n'ont selon lui d'autre alternative que l'union européenne entendue dans sa plus large acception.*

\* \* \*

Après un préambule où il a exposé les difficultés des problèmes monétaires, en spécifiant que « dans les analyses des profanes les problèmes les plus complexes deviennent d'une trompeuse simplicité » et que les remèdes qu'ils proposent semblent, de façon tout aussi erronée « de prescription facile et d'une indéniable efficacité », M. Carli est entré dans le vif de la question: « ...en premier lieu les schémas d'analyse monétaire utilisés par les banques centrales européennes sont dotés, plus ou moins, d'instruments qui permettent de neutraliser l'effet de la composante extérieure sur la liquidité intérieure. Et rien n'empêche qu'en face d'un afflux excessif de devises étrangères, les autorités monétaires n'augmentent le coefficient de réserve obligatoire ou n'effectuent des opérations de marché ouvert... Si le volume des moyens de paiement augmen-



M. Guido Carli

te il est clair que c'est parce que les autorités monétaires du Pays intéressé le permettent. Si elles choisissent de financer l'expansion de l'économie en régime de prix croissants, c'est parce qu'elles sont convaincues qu'en absence d'une politique des revenus généralement acceptée et effectivement opérante, il est presque impossible de concilier l'objectif d'un taux élevé de développement avec la stabilité des prix. En effet dans l'expérience des pays de l'Europe continentale le développement économique a été plus intense dans les secteurs où l'application de technologies avancées a élevé la production au-dessus de la moyenne nationale... Même dans les pays où le taux d'accroissement est le plus modéré et plus uniforme entre les divers secteurs de l'industrie l'augmentation de la productivité, *l'accroissement des prix n'est pas à imputer à des influences monétaires extérieures* mais, très probablement, à des facteurs internes, tels que les structures non concurrentielles, surtout sur le marché de la main d'oeuvre et sur celui des produits, les politiques de soutien des prix agricoles, le poids croissant de l'impôt indirect ».

### *Absence d'un marché européen coordonné des capitaux*

Abordant ensuit l'examen de la situation créée par les récentes difficultés du Sterling et du Dollar, M. Carli a fait allusion aux inquiétudes causées en Europe par les restrictions imposées aux investissements américains sur le continent, qui avaient grandement contribué à stimuler l'essor de l'économie européenne. Soulignant la contradiction qui existe dans l'affirmation courante de l'observateur superficiel, à savoir que « la carence américaine est la cause de l'inflation en Europe et que son élimination pourrait causer la déflation en Europe », l'orateur a souligné qu'il a maintes fois indiqué que l'attraction des capitaux américains vers l'Europe réside dans « l'absence, sur le continent d'un marché des capitaux coordonné et de dimensions correspondant aux exigences de l'expansion de nos économies ».

### *Au Marché Commun Européen*

*n'a pas correspondu une augmentation adéquate des unités productives*

« Autre cause — a dit M. Carli — qui a poussé les capitaux américains vers l'Europe, la création d'un vaste espace économique comme le Marché Commun auquel n'a pas correspondu une augmentation adéquate des dimensions des unités productives. Les possibilités offertes ont été rapidement repérées par les entreprises américaines dont on n'a heureusement pas cherché à empêcher la pénétration par le protectionisme. En effet, de cette façon on s'est avantagé du haut niveau technologique et des systèmes avancés de gestion qui caractérisent les entreprises d'outre Atlantique. En conséquence, s'il est vrai que les récentes interdictions d'investissements directs de la part des entreprises américaines sur le continent européen (...) contribueront au relèvement de la balance des paiements américaine, il est indéniable qu'elles priveront l'Europe d'un puissant stimulant de la production. Et, encore une fois, la responsabilité de ce qui arrive est à rechercher pour une bonne part dans le cadre national ou au moins dans le Vieux Continent. En effet, on peut remplacer le rôle d'intermédiaire joué par le marché financier de New York par les interventions des Instituts d'émission.

*Concentrations d'entreprises sur des bases multinationales capables de concurrencer les U.S.A.*

En outre, on peut promouvoir des concentrations d'entreprises sur des bases multinationales capables d'entrer en compétition avec les entreprises américaines, non seulement par les dimensions mais aussi dans l'effort de recherche et dans les méthodes de gestion. L'initiative prise par la Communauté Economique Européenne de promouvoir une société à statut européen est un pas dans la bonne direction. Et même il me semble qu'il n'y a pas de raison de ne pas l'étendre à des pays qui ne sont pas, actuellement, membres du Marché Commun.

Quant à la propagation des effets de la déflation, il me semble qu'ils ne sont pas à craindre si les principaux pays européens mènent des politiques convergentes vers l'objectif de la stabilité des taux d'intérêt et s'ils acceptent les conséquences qui pourront en découler au niveau des réserves ».

*La réforme urgente du système monétaire international*

« ... Dans ces conditions — a dit plus avant M. Carli faisant allusion aux récentes difficultés de la Grande Bretagne et des Etats Unis — la seule voie pour rendre moins pénible à la communauté internationale tout entière le processus de redressement, est de procéder avec urgence à la réforme du système monétaire international selon les principes énoncés à la Conférence de Rio de Janeiro et avec le concours de tous les Pays représentés au Fonds Monétaire International. A ce propos, je voudrais ajouter que plus grand est le nombre des pays participants à une institution, plus facile est le respect de ses décisions. Ce qui me semble une considération en faveur de l'entrée dans le Fonds des pays à économie socialiste de l'Europe orientale, dans le cas bien entendu où ils en accepteraient les obligations statutaires ».

*Diminution de l'importance de l'or*

« L'évolution du système monétaire international est sur le point d'entrer dans une nouvelle phase avec la réforme du Fonds et surtout avec la création de réserves sous forme de droits spéciaux de prélèvements.

Il me semble évident que la signification de ces récents développements soit l'accélération du processus, déjà en cours depuis longtemps, qui consiste dans la diminution de l'importance de l'or dans le système. Je souligne ce point parce que, de divers côtés, on continue à insister sur la nécessité d'une augmentation du prix de l'or et du retour au « gold standard »... — mais, a continué l'orateur — ... le processus de création des réserves doit être dans les mains des pays chargés de faire fonctionner le système, de manière que chacun puisse concourir aux décisions en proportion à l'importance du rôle qu'il joue dans les relations internationales. Viceversa un système centré en prédominance sur l'or (...) confierait les leviers de commande à des forces opérantes telles qu'elles n'auraient rien à voir avec des décisions conscientes. On affirme que l'or est le policier qui assure l'ordre monétaire international, mais on ne voit pas pourquoi cette tâche devrait être confiée à une espèce de robot, plutôt qu'à des êtres doués de raison. Et, dans la mesure où les monnaies nationales continueraient à être utilisées comme instruments de réserve, une surveillance multilatérale renforcée ou une politique harmonisée de gestion des réserves devraient empêcher que les décisions soient entièrement confiées aux pays qui émettent ces monnaies ».

*» L'union des Etats européens, une des idées qui peuvent élargir les horizons de la liberté... ».*

« .. Comme citoyen de l'Europe — a conclu M. Carli — c'est son intégration qui me tient le plus à coeur (...) et je crois encore à la validité de la réponse donnée par Benedetto Croce, en 1930, à qui lui demandait quelle était, selon lui, l'idée directrice qui devait inspirer les meilleurs hommes d'Europe: *des idées, il y en a certes, et par exemple l'une d'elles qui passe des lointaines visions des prophètes à des propositions et tentatives pratiques — une idée qui devient de plus en plus familière aux esprits et aux âmes — c'est celle de l'union des Etats européens. A mon avis elle est de celles qui peuvent élargir les horizons de la liberté, et elle est susceptible de purifier, élever et enflammer les coeurs... ».*

# L'Angleterre veut sauver l'Europe

## du désastre et de... la France

par

Michel de la Ventolière

Un grand article étalé généreusement sur trois colonnes dans le Daily Telegraph du 19 janvier fait une profession de foi européenne « sui generis » sous la très-britannique signature de Lord Gladwyn.

L'analyse lucide des impossibilités politiques et économiques de l'Angleterre est malheureusement compromise par le fait regrettable que Lord Gladwyn paraît croire fermement que l'entrée dans la Communauté devrait apporter à l'Angleterre la solution immédiate et parfaite de tous ses maux.

Un bon  
« mariage »

Avec une admirable candeur, Lord Gladwyn nous apprend, par exemple, que l'intérêt de l'Angleterre consiste à réaliser un « mariage » entre la Communauté et les pays de l'Organisation de libre échange (EFTA), mais que ce « mariage » devrait apporter à ces derniers tous les avantages dans le domaine industriel sans aucune obligation de leur part dans celui de l'agriculture.

Prise entre l'impossibilité de ce rêve et celle de la reconstruction du système des préférences impériales et du commerce inter-Commonwealth, qui serait l'idéal, l'Angleterre, selon Lord Gladwyn, doit trouver la solution dans la Communauté. Seulement, il constate que cette Communauté tombera en déclin à cause du fait que les Cinq ont permis à la France « de violer les principes essentiels du Traité de Rome, à savoir, celui de la majorité dans le Conseil des Ministres ». En qualifiant l'attitude française du 14 décembre 1967 de nouvelle violation, Lord Gladwyn se lance dans une tortueuse analyse des visées impérialistes de la France en Europe en citant à l'appui un livre écrit par M. Tournoux.

Traditionnel  
anti-européisme

Ce n'est maintenant plus un secret pour personne que les dirigeants au pouvoir et même en opposition ou les retraités britanniques portent une guerre froide sans merci à la France; c'est pourquoi nous n'allons pas relever la fausseté de ces affirmations plus qu'injurieuses à l'adresse d'un pays qui a tant fait pour la Communauté européenne et que les Anglais appellent encore un pays ami. Ceci relève de la conscience des Anglais et de ce point de vue, ils se trouvent sur la ligne traditionnelle de l'anti-européisme.

Pour Lord Gladwyn le Marché Commun n'est qu'un union douanière et il le restera aussi longtemps que la France s'y trouvera. Selon lui, la France est déjà un pays presque neutre en passe de devenir un ennemi de l'Alliance Atlantique; par conséquent, l'éminent Lord fait des contre-propositions de Cassandre: éliminer la France de la Communauté et si possible de tout organisme européen. C'est ainsi, qu'en offrant une dernière chance à la France, il se montre prêt à être d'accord pour une entrée graduelle dans la Communauté à condition qu'une date précise de cette entrée soit fixée d'avance et qu'entre temps l'Angleterre ait la possibilité *d'influencer directement la politique de la Communauté.* (sic!)

Faute d'accepter ces conditions, les Français seraient obligés d'attendre à la porte de la Communauté, la vraie cette fois-ci, celle que Lord Gladwyn propose de former entre l'Angleterre et les membres des Six qui voudront prendre immédiatement des décisions politiques communes et de former sans délai une union technologique pour commencer.

# POUR UNE MONNAIE EUROPEENNE

On critique âprement le réveil des « nationalismes » ou soi-disant tels, mais on ne prend pas assez garde aux politiques financières des puissances anglosaxonnes qui cherchent à maintenir la suprématie du Sterling et du Dollar: suprématie que leur assura jadis une domination économique qui n'existe plus guère aujourd'hui que dans l'histoire, du moins en ce qui concerne les Iles Britanniques. On est stupéfait d'entendre M. Brown, ministre des affaires étrangères britannique, déclarer dans un discours à l'Albert Hall de Londres, le 27 février 1967: « ... il y a d'autres questions qui ne constituent pas des problèmes pour nous, mais qui pourraient néanmoins, à défaut d'une entière compréhension, présenter des difficultés pour d'autres. Il y a, avant tout, dans l'esprit de certains, les malentendus sur le rôle du sterling comme monnaie de réserve. Mais tant que nous maintiendrons nous-mêmes notre puissance économique, le sterling demeurera fort et il n'y aura aucune raison de considérer les balances sterling soit comme une menace, soit comme un handicap pour la Communauté lors de notre entrée. A vrai dire, le rôle du sterling pour-

rait être une source de vigueur pour la Communauté... ».

Affirmations, comme l'a démontré la suite des événements, purement verbales! Qu'est devenu le *malentendu* sur le rôle du sterling comme monnaie de réserve, après la sensationnelle dévaluation de l'hiver dernier? Où est cette *puissance économique* qui serait le gage indispensable de la « force du sterling »? Et que penser un an après les solennelles affirmations du ministre britannique de ce sterling « source de vigueur pour la Communauté »?

\* \* \*

Il ne fait plus de doute pour personne qu'en entrant dans la Communauté l'Angleterre, loin de la « revigorer » ne pourrait être qu'un facteur d'affaiblissement. Et si, contre toute logique, les « 5 » sont favorables à son admission malgré tout c'est qu'ils pensent qu'une Angleterre faible en Europe peut être un danger, et qu'il conviendrait de lui redonner quelque force grâce à l'entrée dans le Marché Commun, fût-ce aux dépens de celui-ci.

(suite p. 9)

## L'Angleterre veut sauver l'Europe

Quant à l'Allemagne qui hésite encore, Lord Gladwyn croit qu'elle finira par se joindre lorsqu'elle en aura assez de la domination française.

Il est à remarquer néanmoins que la générosité du Lord Gladwyn à l'égard de la France ne fait pas défaut: dans les négociations que l'Angleterre aurait avec ceux des Six qui sont prêts à former la vraie Communauté, il voudrait que l'on prévienne la possibilité pour la France de s'y joindre lorsqu'elle abandonnera humblement ses visées impérialistes sur l'Europe.

Et tout n'est mis en place que pour « éviter un lent effondrement de toute l'idée européenne qui résulterait soit dans un Empire français soit dans une anarchie européenne ».

Les européistes seront certainement reconnaissant à Lord Gladwyn, car nul n'aurait mieux réussi à dévoiler le caractère du soi-disant européisme anglais que cet éminent produit de l'ordre historique, politique et diplomatique britannique. Personne aussi bien que Lord Gladwyn ne serait à même d'exprimer si clairement et si cruellement la pensée essentielle britannique en matière européenne. L'arrogance, l'ineptie impérialiste victorienne, l'ignorance totale de l'anti-européen et la haine de tout ce que l'esprit peut construire à partir de l'idée jusqu'à la mise en pratique, bref, toutes les raisons pour lesquelles l'Angleterre n'est au mieux qu'un pays marginal à l'Europe, se trouvent parfaitement exprimées dans l'article signé par Lord Gladwyn; même la petite intrigue d'administrateur colonial qui doit réussir en Afrique y est, et cela nous rend un service.

On sait en quoi consiste essentiellement le problème: la Grande Bretagne détient actuellement moins de 3 milliards de dollars de réserve en or pour quelques 13 milliards de dollars de dettes. Les U.S.A. ont à Fort-Knox un stock d'or de 13 milliards de dollars pour des engagements à court terme de 26 milliard de dollars. Or, après la dévaluation du sterling, que font leurs détenteurs: ils veulent les transformer ou en dollars ou en or: dans les deux cas, le dollar est en danger.

### *La factice hégémonie du dollar*

En face des puissances anglo-saxonnes accrochées à leur factice hégémonie monétaire, la Communauté Européenne détient une réserve de plus de 15 milliards d'or sans aucun passif ni engagements extérieurs. Dans le cas où la Grande Bretagne viendrait faire partie de la Communauté, les Six devraient-ils adopter le sterling pour monnaie européenne en assumant l'énorme passif de ce Pays? La Communauté Européenne s'est créée et développée sans les Iles Britanniques et même malgré elles. Faut-il aujourd'hui qu'elle s'affaiblisse en adoptant sa monnaie compromise, son économie stagnante pour ne pas dire plus?

La seule solution semble donc la création d'une monnaie européenne. Elle existe d'ailleurs déjà en principe: l'Union Européenne des Paiements utilisait l'unité de compte conçue comme unité de mesure, outil comptable et qui était, en or, égale au dollar suivant sa définition de 1934. Les statuts de la Banque européenne d'investissements fixent le capital en « unités de compte » et précisent: « la valeur de l'unité de compte est de 0,88867088 grammes d'or fin » (comme le dollar des Etats-Unis).

### *Création de l'« Europa »*

On pourrait, dès maintenant, créer une unité de compte européenne et l'appeler par exemple, comme le suggère Robert Mossé, dans « L'Europe en formation » (juillet-août 1967), *L'Europa*. L'Europa serait un signe tangible de l'unité européenne. De mémoire d'homme dans les sociétés organisées, la monnaie a toujours été le symbole d'une unité économique prospère. Et dans l'antiquité la prospérité des cités était clairement démontrée quand elles avaient pour emblème leur propre monnaie.

Bien entendu la création de *l'Europa* en-

gendrerait de nombreux problèmes. M. Robert Mossé écrit encore à ce sujet dans la revue déjà citée: *Comment sera fixé le cours de l'Europa en monnaies nationales* (ou ce qui revient au même le cours des monnaies nationale en europas)? *Il n'est pas possible, contrairement à ce que pense le Cercle Lamennais, de laisser chaque pays fixer ce cours souverainement. La fixation du pair de chaque monnaie a fait l'objet de transferts de souveraineté au profit du Fonds monétaire international et il ne saurait être question de revenir là-dessus.* Mais, peut-être pourrait-on admettre que les changements de pair doivent faire l'objet d'une délibération préalable au sein de la Communauté européenne avant celle du F.M.I. En tout cas, une procédure de consultation et de décision doit rendre possible des changements de la valeur de chaque unité nationale par rapport à l'unité fédérale européenne. Celle-ci ne serait donc que *superposée* aux unités nationales et non *substituée* à elles. Mais, il n'est pas interdit d'envisager, à un degré supérieur d'intégration, une monnaie *européenne unique*, se substituant aux monnaies nationales, quoique le fédéralisme puisse militer en faveur d'une certaine décentralisation.

### *Une Communauté enfin indépendante*

Et les problèmes ne s'arrêtent pas là: il y aurait celui du domaine d'application de l'unité de compte; de son emploi dans les transactions entre particuliers etc.. Mais nous n'avons pas à entrer ici dans l'exposé des diverses théories proposées pour leur résolution, ni même à entrer dans le vif du débat qui passionne actuellement le Club des Dix et les milieux financiers internationaux. M. Valéry Giscard d'Estaing, on le sait, condamne toute politique monétaire et préconise l'étalon-or, abolissant la souveraineté nationale en la matière. Mais les gouvernements nationalistes consentiront-ils à se dessaisir de leur droit de fabriquer de la monnaie? Quoi qu'il en soit, le 19 janvier, M. Valéry Giscard d'Estaing proposait la création d'une monnaie unique européenne. Il est clair que l'adoption de cette monnaie ferait tomber quelques unes des préventions justement formulées contre l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté. En tout cas elle donnerait à la Communauté une indépendance dont la privent actuellement la multiplicité de ses monnaies et leur subordination à l'hégémonie sterling-dollar, d'autant plus dangereuse qu'elle est devenue absolument factice.

A.P.G.

## MOUVEMENT EUROPEEN

# *L'Europe à la Croisée des Chemins*

Nous donnons-ci dessous un Extrait du discours prononcé par le Président du Mouvement Européen devant l'Assemblée du M. E. aux Pays Bas. Nos lecteurs y trouveront un clair exposé de l'action politique entreprise par le Mouvement.

Je pense que nous devrions partir du fait que l'adhésion de la Grande-Bretagne est inéluctable. Cela n'exclut pas que, pour assurer la réussite de ces efforts, il faudra encore travailler durement, et même que nous ferons bien de nous préparer — calmement et sans nervosité — à quelques secousses. La signification objective du processus historique d'unification implique que celui-ci englobe tous les peuples européens prêts à l'unification et capables de l'accepter. Telle était également l'intention des fondateurs: aussi bien en 1950 qu'en 1955, les Britanniques ont été invités à participer, et leur refus (dû au manque d'imagination) est un accident historique. Toutefois, il peut y avoir aujourd'hui une résistance politique. Et, à coup sûr, il y a encore des difficultés objectives à surmonter, ainsi que la Commission européenne l'a exposé dans son mémorandum. Mais ce n'est même pas là le problème principal. Une nécessité plus profonde se fait plutôt jour: faire ce qui est humainement possible pour garantir l'achèvement de l'unité politique complète de l'Europe. Aucun Européen ne peut souhaiter mieux que de voir aussi cet objectif final devenir le patrimoine commun d'un nombre aussi grand que possible d'Etats européens. De même, aucun doute n'est permis quant aux intentions sincères des Etats désireux d'adhérer. Mais c'est précisément pourquoi il faut dès le début se préoccuper de ce que le nombre agrandi des membres ne suscite pas de tendance à relâcher notre structure et que l'objectif politique incorporé aux Communautés (et a fortiori naturellement l'orientation vers une union économique) n'en pâtisse pas. Il ne s'agit pas ici d'une risque qu'il faut courir pour l'amour de l'élargissement de la Communauté, mais de la raison d'être, de l'essence de cette Communauté. Car par nature elle ne vise pas qu'à instaurer le libre-échange à l'échelle de la grande Europe, si indubitable qu'en soit le bénéfice en matière de politique commerciale. Tel est l'aspect matériel de la question.

*Intégrer  
la Grande-Bretagne  
par étapes*

Reste le problème de procédure. Ici, à mon avis, des conversations sérieuses devraient s'engager sans retard entre les Six, et ces conversations devraient être menées dans le dessein d'aboutir rapidement à une position commune sur l'ouverture des négociations. Pour répondre à l'argument selon lequel tel ou tel fait économique ne permet pas encore pour l'instant l'adhésion, il ne faudrait pas exclure en principe une solution par étapes. Certaines tendances dans l'opinion publique britannique suggèrent cette orientation, et une telle procédure pragmatique sera peut-être plus appropriée à la situation qu'un « tout ou rien » lancé comme un ultimatum pour une date déterminée.

Plus importants encore sont les problèmes qui, dans notre tâche, s'imposent à nous de l'extérieur, du fait des modifications des conditions politiques dans le monde.

Pendant longtemps (environ jusqu'en 1964) les affaires européennes, y compris la politique d'unification, avaient une priorité absolue dans la politique étrangère américaine. Il en va maintenant tout autrement. Le Viet-Nam, l'Asie orientale, le Pacifique passent aujourd'hui avant l'Atlantique.

La confiance dans la capacité de l'Europe à s'unir est amoindrie par la stagnation dans les domaines non économiques, et la certitude d'une coopération étroite entre l'Europe unie et les Etats-Unis, encore très forte chez Kennedy, s'est affaiblie.

En outre, les rapport avec l'Europe font apparaître des points de friction, qui, en partie, sont importés par les Etats membres dans la Communauté et, en partie, résultent de la consolidation croissante de la Communauté et des perspectives de tâches communautaires futures qui en découlent. La

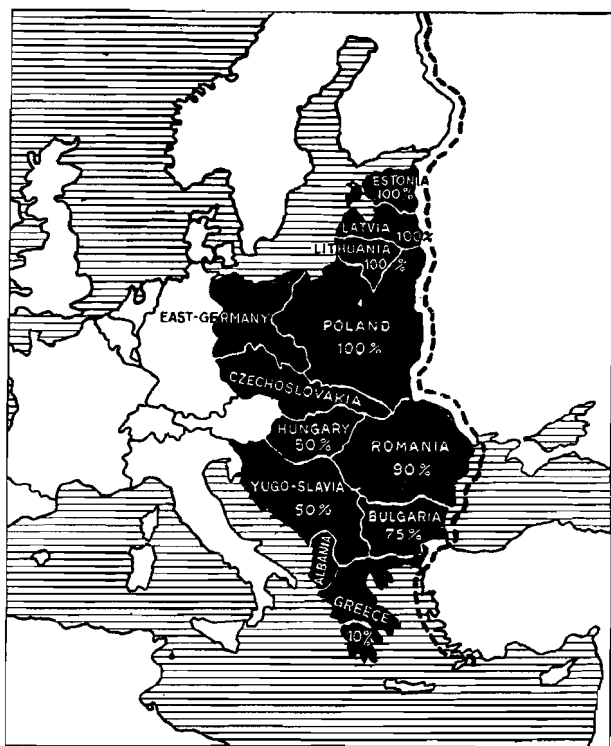
number 3

# europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

MARCH 1968



## Novotny resigns as Czech party leader

PRAGUE, March 22—Former strongman Antonin Novotny today resigned as Czechoslovakia's state president "to help the further development of our socialist society," he told his countrymen in a farewell letter.

Addressing the "dear comrade deputies" in the national assembly, the 64-year-old ex-party boss said he has "decided to resign the function of president.

"I have taken this decision after careful consideration," Novotny said. "In view of the present situation in this country and with the aim of helping the further development of our socialist society I am herewith offering my resignation."

His offer was accepted by both the national assembly and the presidium of the party's central committee.

The one-time powerful Stalinist had ruled the country as party chief since 1953 and as president since 1957. He has come under mounting pressure since he was replaced as first party secretary by Slovakian Alexander Dubcek last January.

The anti-Novotny wave, largely publicized by the newly liberated Czech press, stemmed from unrest among writers, students as a result of his failure to enact the long proposed reforms.

In his farewell letter, Novotny stressed that he had always tried to work "in harmony with our socialist aims.

"Please, believe me that during my term as president I have always tried to respect the interest of our workers and to work in harmony with our socialist aims," he said.

"I have tried to contribute as president to the strengthening of our international position and our security," he added.

Novotny recalled that he was proposed as president in 1957 "by our central committee and approved by you, comrade deputies.

"I have advised the presidium of the central committee of my decision to resign as president. Please, accept my thanks for your cooperation. I wish our socialist country good luck in the interests of our people, in the interests of progress and peace," Novotny concluded.

The letter was signed Antonin Novotny and dated March 22, the Czech news agency CTK said.

CTK said Novotny's letter of resignation was delivered to the national assembly presidium this morning.

It was read to the presidium members by national assembly Chairman Bohuslav Lastovicka, after the resignation of Antonin Novotny as president of Czechoslovakia was accepted by the presidium, CTK added.

Meanwhile the Socialist Party organ Svobodne Slovo criticized the one-party rule in Czechoslovakia and said "the existence of several political parties is indispensable as a safeguard of socialism.



Ex-party boss Antonin Novotny

"We consider it necessary to work out an independent program of our Czechoslovak Socialist Party that will guarantee the achievement of democracy and socialism," the paper said. The demand came in an open letter to the central committee of the Socialist Party.

"The lack of activity of non-Communist political parties has been rightly criticized," the paper continued.

## NEW CZECH LEADER MAKES LIGHTNING TRIP TO EAST GERMANY

PRAGUE, March 23—Alexander Dubcek, the new reformist leader of the Czechoslovak Communist Party, made a sudden visit to East Germany today, touching off rumors that a Communist summit meeting had been called at Dresden.

An official announcement here said only that Dubcek had gone to Dresden with a party delegation for talks on political and economic

questions with East German leaders. Dresden is near East Germany's border with Czechoslovakia.

The Dubcek party was expected back here tonight.

There were rumors that Soviet leaders, including Premier Alexei Kosygin, Party Chief Leonid Brezhnev and party ideologist Michael Suslov also were in the East German city, along with Polish Communist leader Wladyslaw Gomułka.

There also was speculation that Dresden, rather than Prague, had been picked as the site because of the horde of Western newsmen in the Czechoslovak capital.

Dubcek has conferred with most other East European Communist Party leaders in the past several weeks following his election as the new first secretary of the Czechoslovak Communist Party last January.

The Dresden talks were seen here as a new bid by Dubcek to dispel concern, especially intense in East Germany over the drive toward "socialist democratization" in this country.

Several Czechoslovak newspapers have been confiscated in East Germany in recent weeks and there were rumors of East German travel restrictions for Czechoslovaks. Prague students visiting East Berlin are known to have been barred from East German Free Youth Union discussions.

Meanwhile, the Czechoslovak press made no mention of military maneuvers disclosed yesterday as being under way in Hungary. Training exercises planned in Czechoslovakia this month have been postponed indefinitely.

## PURGE VICTIMS REHABILITATED

PRAGUE, March 23—Czechoslovakia today announced the first rehabilitations of victims of Stalinist trials in the course of the new Communist regime's "socialist democratization" campaign.

After having served long hard-labor terms in uranium mines, ten farmers were cleared of charges of high treason and espionage which according to an announcement had been trumped up by the secret police.

The news agency CTK said the group had been sentenced in 1953 to hard labor ranging from 15 years to life in the uranium mines at Jachymov. Most of the men were amnestied in 1960.

According to the announcement, the farmers had been "lured into this activity by officials of the police who posed as foreign agents. They were consequently arrested and tried."

Meanwhile the Supreme Court discussed measures to allow "rapid rehabilitation" of Stalinist trial victims estimated at 25,000 to 30,000 who were executed, imprisoned or otherwise persecuted between 1949 and 1954.

## BULGARIA : No Extradition for GDR refugees

Petar Ignatov, first deputy chairman of the Committee for Tourism, told the West German newspaper *Neue Rheinische Zeitung* (Cologne, September 18) that Bulgaria would not extradite to East Germany refugees from that country visiting Bulgaria with West German passports. Ignatov stressed that any person visiting Bulgaria with a West German passport would be considered a West German and there would be no question of extraditing him to East Germany even if he had escaped from the region.

The ire of the West German press was aroused in August when West German citizens were arrested in Bulgaria for « helping East German citizens to escape ». Ignatov reported in the interview that five additional West Germans arrested in September would be expelled from Bulgaria and be allowed to return to West Germany.

It appeared from Ignatov's statement that Sofia did not intend to allow political considerations to interfere with West German tourism. Ignatov noted that West Germans topped the list of foreign visitors to Bulgaria; their numbers in 1967 were twice those of 1966. BTA reported that some 80,000 West German nationals spent summer holidays in Bulgaria.

### NEW SCHOOL PROGRAM

Bulgarian secondary schools with « general » programs will place less stress on vocational training and more on the humanities. Studies in the last three grades will be divided into the newly - created natural science - mathematics branch and the humanities branch. Students will also have the option of taking an elective, such as Latin, to be studied for two hours a week. Other major changes include:

— Compulsory labor and vocational training courses were reduced.

— Courses of a general educational nature were increased.

— More attention will be given to the study of foreign languages and social science.

— Courses in logic and psychology were restored.

The changes came in the wake of growing criticism in Bulgaria over the last few years about excessive vocational training and insufficient education in the humanities in the « general » schools. As late as 1962, officials boasted that « the old humanistic studies, detached from real life » had been replaced by polytechnical schools « based on Marxist-Leninist principles ».

### ACCORD WITH THE FRENCH

In an interview with French writer Pierre Paraf in *Combat*, Foreign Minister Ivan Bashev said that Bulgaria was in complete agreement

with the French foreign policy of independence and peace: « The severe condemnation of the American war in Vietnam is appreciated », Bashev told Paraf. Turning to developments in the Middle East, Bashev said that Bulgaria was in accord with Soviet policy. « But », he said, « our UN delegate was the first to announce that we reprove Arab exhortations for the destruction of Israel. We want that country to survive ».

## East - Germany

### AMERICANS ARRESTED

The US State Department denounced the jailing in East Germany of two American citizens. On October 5 the Department said that the East German action showed a « blatant disregard » for individual rights and that the US was exercising every effort to get the two men released. One of the men arrested was Peter T. Feinauer, 27, a free-lance photographer and art student who had been living in West Berlin with his mother. Mr. Feinauer was convicted in a secret trial of spying for the CIA, and was sentenced to 15 years in prison.

The other American, arrested in September, was Ronald Weidenhoeft, 30, a Columbia University art instructor who had been living in West Berlin while working on a thesis in art history. No explanation was given for his prolonged detention. US officials said they were at a loss to explain the two arrests except to note that both men, in connection with their art studies, had apparently been taking pictures in East Berlin.

### US EASES EXPORT RESTRICTIONS

The US Commerce Department eased its restrictions on the shipment of some non-strategic commodities to East Germany. The items include machinery for processing wood and accessories for television sets. At the same time, the Department announced tightened export control regulations on specified machine tools and materials used in aircraft and missile manufacturing. In the future, validated licenses will be required for all countries except Canada. Previously the commodities — which include products made of stainless steel, alloys and other materials — could be exported to some countries under a general license.

## A PROGRAM FOR CZE

One of the significant contributions to the current cultural upheaval in Czechoslovakia was the final resolution adopted by the Fourth Congress of the Writers' Union in June. From *Literarni Noviny* [Prague], July 8, 1967.

\* \* \*

By confronting the past with the present, man forms his ideas about the future. He searches history for such events and situations as strengthen his hopes and aspirations, his belief in the possibility of reforming the world for the benefit of mankind.

The event that forged the character of our century, its conflicts, dramas and perspectives, was the Great October Revolution. It proved that man can decide his own fate. Fifty years' experience has confirmed the validity of Lenin's ideas, which were put forward at the beginning of this period on behalf of all those people in different countries and continents who see a just socialist transformation of the world as their life's endeavor and as mankind's great opportunity. All human ingenuity, all human genius, had till then been applied only to give to some all the fruits of technology and culture while denying to others the essentials—education and progress. Today, however, all the miracles of technology, all the achievements of culture belong to all people; henceforth, human ingenuity and genius will never again be misused for violence and exploitation. This we know, so is it not worthwhile working to complete this noble task? Is it not worth putting all our effort into it? The working people will complete this titanic historic task, for they are the mainspring of the great forces of revolution, renaissance and restoration.

Human existence and the integrity of human personality spring from an absolute, concrete historical situation, which is determined by the powerful forces that exist in our divided world. None of us can evade the basic conflicts of our epoch; it has been a long time since we could believe in the myths and superstitions of the greatness of an uncommitted stand. In opposition to the threat of the misuse of power against man and mankind, we purposely stand on the side of socialism, which enables man to build a real, humane society.

The eternal question now has added importance: What significance and what place does culture have in the contemporary world? This question grows in importance because, with the influence of propaganda and the tremendous

expansion of the means by which public opinion is shaped, culture appears to be turning into a mere accessory, a luxury in the process of civilization.

If we consider that the significance of the socialist order and its humanism is the realization of the reintegration of man, who is guaranteed the status of a citizen with full respect for the inalienability of his personality (and this means the shattering of the myth of privilege and a dignified relationship between the individual and the social and industrial order), then culture cannot possibly be viewed as something subordinate and derivative, for culture and politics have a common goal in different spheres and share the same responsibility. The fundamental characteristic of socialist culture is that it has not to produce a specific, sanctioned collection of readymade experiences, but to conduct a search where one question is constantly asked and an answer to it is constantly sought: What is the significance of the liberation of man and by what paths can he reach a greater degree of freedom?

Culture then, is the main sphere in which man can explore the path to a modern, undistorted human existence. It is the touchstone for the standards of the whole society. The great periods of human history—whole eras of ancient culture or the Renaissance, for instance—live in contemporary consciousness only through the medium of their creative spirit, through the values of their culture. By contrast, nothing is a more enduring indictment of a political regime than the absence of a great culture.

Socialism's great opportunity is that its program enables it consciously to defend itself against the dehumanizing aspects of the progress of civilization, against its dehumanizing tendencies. Socialist culture in its widest sense as a complex of experiences gained in the creation of material and spiritual values, is thus bound up with the freeing of human relations and the winning of greater liberty. To the extent that a socialist society is aware of the humanizing importance of culture and promotes the freedom of science, the arts and literature, so it tests and strengthens its socialist character...

### THE FRUITS OF DEMOCRACY

The history of Czech and Slovak literature has been marked by frequent breaks in continuity. External and internal pressures have interrupted their development, so that they have remained untouched by some important periods of

# CHOSLOVAK WRITERS

European spiritual development. The European peak of Czech culture is represented, for instance, by the whole pre-White Mountain period culminating in the work of John Amos Comenius; in Slovak literature, it was the Stur period. After centuries of dramatic development, in the last decade of the nineteenth century, and particularly between the two wars. Czech and Slovak literature again became linked with European and world spiritual development. The reason for this lies in the union of the spiritual life of our national cultures with the education and thought of contemporary Europe, and in the increasing emancipation of national life as it disentangled itself from provincialism.

When we search for the causes of the outstanding progress of Czech and Slovak literature in the period between the wars, we must not overlook the fact that in those days our state, though rocked by the conflicts of capitalism and weakened by failure to solve the national problems, enjoyed, in comparison with other European countries a high degree of democracy and democratic freedom, won by resolute de-

mocrats and, more recently, by the revolutionary movement in particular. It is significant that, living in a mature civilization and a bourgeois democracy, the foremost representatives of Czech and Slovak literature, art and culture freely chose the socialist alternative, and even then laid the foundations for a mature, diversified socialist culture. The experiences of this model of culture can be instructive for our contemporary life and for the friendly socialist countries, and also for our friends in other states...

The experience of that period unfortunately went unheeded in the postwar period, especially after 1948. The revolution attempted to bridge the diversity of work and the cultural differences bequeathed by the old society. In this process there were necessarily failures; from genuine pathos and emotion it was but a short step to pseudo-art, from popularization it was not far to vulgarization. However, what should have been only a childhood illness and the shortcomings of youthful experiment, while democratic methods were preserved, were unfortunately finally frozen into virtues.

## The break in continuity

The continuity of Czechoslovak literature was disrupted from 1949 onwards. In spite of democratic traditions and the rich experiences of socialist literature, the creative process was narrowed, shortened and reduced to propagandistic functions and an unacceptable identification with ideology and culture in the vulgar, utilitarian sense, with tragic consequences for creativity, for actual works and for individuals. Writers who lived through that period have a moral obligation never to permit a repetition. In whatever measure, of those tragic mistakes, which were so fatal for society and literature. It is worth remembering Sartre's words (though spoken under different circumstances): «A writer finds himself in his time in a concrete situation; each word has a response, so has each silence. I consider Flaubert and Goncourt responsible for the persecution that followed the Commune, because they did not write even one line to prevent it. You may say it was none of their business. Was Galas' trial Voltaire's business then? Was Dreyfus's sentence Zola's business? Was Gide involved in the administration of the Congo? Each of these writers paused, under certain circumstances of li-



« Get some imports - our domestic cigarettes are killing him »  
STURSHEL (Sofia)

fe, to ponder his responsibility as a writer ».

A few years ago it had already been shown that even a slight improvement on that fateful period stimulated intensive development in all spheres of culture. The representatives of Czechoslovak culture consider the resolution of the 13th Congress of the CPCS to be a basic document, which generalizes the experiences of Czech and Slovak culture in the conditions of socialist construction. It sets forth principles that make it possible to overcome the harmful deformations of the past; it restores continuity with the progressive culture of the period between the two world wars, and is simultaneously a starting point for solving our contemporary problems, because the spirit of the whole document repudiates sectarian and primitive concepts. The support of all socialist cultural workers will be all the more effective, the more thoroughly the principles of the resolution are put into practice.

No one today dares any longer to proclaim and defend openly the discredited thesis that crassly identified ideology with culture and so strangled spiritual and artistic creativity. Perhaps it would not be necessary to recall such a pri-

mitive attitude, if it did not still appear in cultural policy, editorial activities and the application of the press law, and if it did not still hinder the free exchange of ideas, literature and cultural development.

Contemporary Czechoslovak culture, having learned from recent and past experience, is again facing the classic question raised throughout its history: Should it be a provincial culture tied to immediate, utilitarian social interests, or should it have more universal goals; should it create values of permanent impact and validity in fertile contact with world literature; should the great experiences of democracy and creative dialogue between different esthetic persuasions prevail, or should the concept of a manipulated but spurious unity triumph? Which of the two paths that is chosen in a socialist country is always an infallible indication of that country's social maturity?...

A culture that does not seek to understand man and his right to unfettered self-development is merely an irresponsible means to an end, a means for propaganda and for manipulating men, social groups and entire nations.

## THE VALUE OF FREEDOM

### THE VALUE OF FREEDOM

The ultimate value of the Marxist concept of socialism is the realization of human freedom, which we understand, of course, in its total social and historical context.

It would, however, be a historical paradox if, in the process of socialist reconstruction of society, human freedom—that is, the content of socialist humanism—were made impossible by an illusory effort to insure man's well-being and happiness by means of decrees and statutes. Only conditions of cultural tolerance, of free confrontation of values and views on the basis of socialist democracy, can constitute the favorable conditions in which the most authentic values of free man achieve their genuine—not false—realization.

A writer, a poet, is intrinsically involved in the fate of his country and its people. Otherwise he would cease to be himself. The concern of his creative plans and concepts is the future of that country. In his concern and his fears for his future lies the basis of his creative, that is, critical, approach to reality. His fate is only a modified version of every man's right as a citizen.

Our country has every qualification to take a distinguished place among nations, to be in step and in time with the pace of general progress. It has the material and intellectual preconditions for this. In recent years a concept of how to apply these preconditions to material progress has been elaborated. But we continue to feel a special concern that this progress should not

become one-sided and self-serving, for life is not and cannot be enriched by material values alone; even in a rich society man can remain humanly undeveloped, uneducated, barbaric. Man should be a harmonious being for whom education, culture and art are available as a matter of course. Culture should stimulate the development of human ability and talents, civilization should cultivate the environment in which man lives. The scientific-technical revolution will lose its historic meaning if it does not place culture at the very center of life.

The socialist order has made possible a mass approach to the sources of knowledge, education and art. Yet it is impossible to pass over disquieting phenomena in silence. We take note of the decline of education with anxiety. Lack of knowledge about historical continuity, lack of knowledge about and respect for different periods of national and world history have dire consequences. We are disturbed by the shortcomings in young people's education, by the many artificial obstacles that seriously impede the progress of education and culture and make access to the contemporary achievements of world science and world culture difficult, and so restrict our nation's possibility of competing successfully with other nations. A man unaware of continuity has a nihilistic attitude toward the past; a man unaware of continuity believes that history starts at the moment that he enters it. When he loses his memory of history, he also loses his knowledge of the basic norms of life. Such a man becomes an uneducated barbarian.

Denying certain periods of our national history and certain outstanding personalities has fateful consequences, especially for the education of the younger generation. Because of the moralizing primitivism of such a scheme of values, young people lose their sense of values and end up quite helpless. The logical outcome is one man's disrespect for another, cynicism, indifference to the fate of others, egocentrism and aggressiveness.

### THE DANGERS OF CULTURAL ISOLATION

The general tendency all over the world toward an ever-increasing specialization in particular fields underlines ever more strongly the need for education in the humanities, which can protect man from atomization, enable him to understand other men and prevent his losing touch with humanity. This is what we understand the mission of our culture to be in European and world culture. « Where a nation has only its traditional independence and no connections with wider traditions, it often remains isolated in its aims and feelings and it is difficult to come to terms with it » (V. Nezval). This then, was the danger when our culture and education were recently threatened with isolation from the sources of European culture whether they sprang from antiquity, the Renaissance or Christianity. « Marxism achieved its historical importance as an ideology of the revolutionary proletariat by the fact that it did not in the least reject the most valuable achievements of the bourgeois era, but on the contrary accepted and remodeled all that was of value in more than two thousand years of the development of human thinking and culture », wrote Lenin in a polemic against those who did not appreciate the importance of historical continuity. A socialist culture—if it wishes to be a culture—must comprise all that was valuable in preceding cultures, for it is the summation and continuation of those values.

A society in which the citizen and the status of his rights and obligations are not the focus of attention and the principal concern, where man is only an object to be manipulated, needs no culture. Nor does a man who is reconciled to manipulation and satisfied with the comfortable irresponsibility of the unfree need culture: indeed, he fears it, it makes him uncomfortable to the point where he hates it. In such a state real culture is replaced by pseudo-art, pornography, cheap entertainment, amusing consumer art or utilitarian propaganda that misuses attractive art forms.

Socialism enables culture to be systematic and deliberately itself. Only in this way will it become an important force in the progressive democratization of human relations in the attainment of a greater measure of human freedom...

In the spirit of these principles, the Congress directs the Central Committee of the Union, in



The manager: « Business is bad but the structure is sound ». Graduates: « What good is a structure without openings? » BORBA (Belgrad)

cooperation with the competent political authorities in whose jurisdiction this lies, to make an objective analysis of situations that have more than once led to conflicts that have been difficult to settle; and in cooperation with those same authorities to search for effective ways to eliminate those causes.

The CC is further directed to take a creative part in working out a new model for socialist culture, which would correspond to the contemporary conditions of our society as characterized in the new model for the management of our economy; and to study the missions of the writer's organization so that its structure may correspond to the dynamics of the development of society and literature.

### A PROGRAM FOR THE WRITERS' UNION

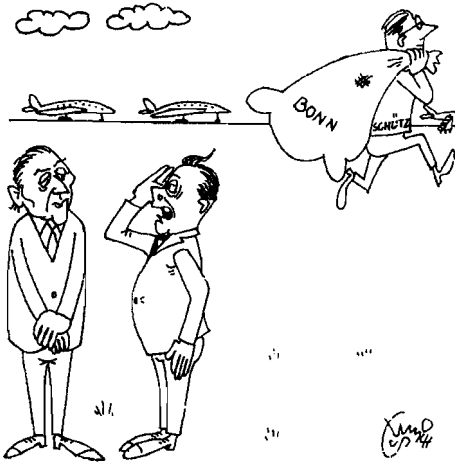
At present this latter goal can be achieved by the following measures, which the Fourth Congress of Czechoslovak Writers charges the Central Committee of the Union to carry out:

1. To strengthen the economic base of the specialized institutions of the Union and to make any fundamental decisions that affect them only with the approval of the highest organ of the Union of Czechoslovak Writers.

2. Since the Fourth Congress of Czechoslovak Writers does not agree with the present practice of press supervision, to take a creative part in evaluating its effect since the press law first went into operation, so that censorship may be limited exclusively to matters involving the security of the state; to strive for a reform of the law, so that an author accused of violating the law may have the right to defend himself, instead of having to rely on the intervention of an institution (such as editorial boards, publishing houses, etc.), as has been the case till now.

3. To reactivate the Press Commission, which will consider all the problems of the Union press and submit proposals for their solution to the appropriate Union bodies.

In accordance with discussions held before



« Coalition Partner Brandt reporting, sir! One Social Democrat has been sent east to bag West Berlin for Bonn ».

BERLINER ZEITUNG (East Berlin)

and during the Congress, the Commission is to give special attention to the following problems:

a) The concept and structure of the Union press and the definition of the character of Union, group and publishers' magazines;

b) The investigation of the chances of publishing additional magazines in accordance with cultural and political needs and economic possibilities.

The Commission must discuss these and all other problems with the interested parties and submit them for decision to the Central Committee of the Union.

Where group requests for publication are concerned, the CC of the Union will decide whether to publish memorial and anniversary volumes, magazines or rotary-press periodicals.

The Press Commission will regularly discuss questions of the circulation of the Union press and will search for ways of distributing it more effectively outside the framework of the postal and newspaper services, etc.

4. To consider regularly the problems of the organs of the Union, Literarni Noviny (Literary News) and Kulturny Zivot (Cultural Life), and insure that they have the widest possible scope for solving cultural and political problems.

5. To organize a special commission to deal with questions of propagating and distributing Czechoslovak literature at home and abroad. According to discussions held before and during the Congress, these are the main problems:

a) The commercialization and unhealthy monopolization of the book market;

b) An unsuitable distribution system, so that the need is now to find the shortest route from the publisher to the reader;

c) In view of the need for mutual cultural

exchange, the creation of conditions for Slovak literature to penetrate the Czech book market, and likewise, the solution of difficulties in distributing the works of minority literatures;

d) The state of the printing industry;

e) The management of paper supplies.

The commission will also:

i) Submit to the organs of the Union proposals for publishing the almanacs of various groups in accordance with political and cultural needs and economic possibilities. The commission must discuss these proposals with the interested parties and submit them for decision to the CC of the Union;

ii) Submit to the competent organs of state a proposal that the Union's publishing house should set up a book agency abroad, conclude agreements for foreign editions, and have a share of the foreign exchange earned by this activity.

The CC of the Union will be responsible for the work of both of these new commissions.

6. To direct the foreign commission to look into the possibility of contacting and cooperating with those Czech and Slovak authors writing abroad whose activity is not aimed against the Czechoslovak state.

To further direct the foreign commission, in cooperation with the Writers' Union of the USSR, to examine the possibilities for contacts between the Union of Ukrainian Writers and Ukrainian writers in the CSSR.

7. To direct the membership commission to examine the situation of all writers who, for whatever reason, remain outside the Union of Czechoslovak Writers and to submit proposals in this regard to the Central Committee of the Union.

(The commissions are auxiliary bodies for whose activities the Central Committee of the Union of Czechoslovak Writers is responsible).

8. To promote in the future, in cooperation with specialists, esthetic education in the schools, with particular regard to the present unsatisfactory state of the textbooks and courses for teaching literature.



A solemn conference on labor discipline.

STURSHEL (Sofia)

politique commerciale européenne commune a suscité les négociations du GATT; celles-ci ont été dures des deux côtés, comme toute bonne négociation de politique commerciale. Vouloir une communauté politique pleine et entière, cela signifie mettre en commun la politique de défense et la politique étrangère. Cela abouti à des positions européennes autonomes, et sans doute aussi plus nettement affirmées sur des sujets tels que l'accord de non dissémination des armes nucléaires (je songe ici à l'« option européenne ») ou la réforme de l'OTAN, où la déception occasionnée par l'échec d'efforts antérieurs de réforme (notamment ceux des « trois sages » en 1955) n'est pas encore complètement dissipée.

Si importantes que soient toutes ces observations, ce serait néanmoins faire preuve de myopie que d'y voir l'expression d'un effacement de l'intérêt américain pour l'unification de l'Europe. Les Etats-Unis ne sont pas seulement une puissance atlantique. Il est également de notre intérêt qu'ils ménagent avec la plus grande prudence leurs relations avec l'Union soviétique. Et s'ils ne savent plus très bien où ils en sont dans leur rapports avec les Européens, qui pourrait leur en tenir rigueur?

### *La réforme de l'Otan et l'Europe*

C'est à nous qu'il appartient, pour une large part, de rétablir un climat de confiance totale. Il est un point qui ne saurait faire de doute, c'est que les Américains sont constamment disposés à discuter. Dans une situation de transition, comme l'est la situation présente — car beaucoup des modifications enregistrées sont de nature transitoire — rien n'est plus dangereux que l'absence de communication entre les deux parties. Bien sûr, on entend beaucoup parler de l'Europe de l'autre côté de l'Atlantique, mais ce que l'on entend n'est pas toujours représentatif, et l'on ne fait pas assez d'efforts pour apporter les correctifs nécessaires. Il en résulte des malentendus, et même les contradictions internes que présentent certaines interprétations ne sont pas mises en évidence. Il faudrait que la conversation soit dominée par une conception à moyen ou à long terme, comme c'était le cas à la fin de la période Kennedy. Je ne crois pas que le « grand design » soit mort, n'en déplaise à certains analystes subtils; la polyvalence de la notion de *partnership* devrait plutôt être un secours. Mais une conception a toujours été, et demeure toujours une oeuvre commune; il n'est pas suffisant, et il n'est pas

digne de nous contenter d'attendre les réactions de l'autre partenaire. Pourquoi, par exemple, n'existe-t-il pas de propositions européennes pour la réforme de l'Otan, qui devraient avoir été soumises depuis déjà longtemps?

Si, depuis quelques années, l'Amérique s'occupe moins activement des questions européennes, en revanche, l'intérêt de l'Union soviétique s'est accru à tel point qu'il faut escompter, dans un avenir immédiat, une recrudescence d'activité de la diplomatie soviétique — mais à vrai dire, sous des auspices radicalement opposés, car ses efforts visent à détruire ou à empêcher l'unité de l'Europe. Qu'y a-t-il de neuf, qu'y a-t-il de changé en ce domaine?

Trois motifs principaux nous ont fait entreprendre l'oeuvre de l'unification européenne: nous voulions garantir la paix; nous voulions tenir compte des nouvelles dimensions géographiques; et, enfin, nous avons vu que notre monde, le monde libre, dont l'Europe est le coeur, était menacé par un communisme soviétique militant. Le motif de sécurité — qui dans l'histoire est le motif le plus fréquent des regroupements — n'était donc pas absent parmi les raisons qui nous inspiraient. Est-il encore valable? Ou bien quel autre motif l'a remplacé?

Il est certain qu'à la suite d'effort sans exemple dans le domaine de la politique culturelle et de l'éducation, une évolution sociale rapide s'est accomplie dans la population soviétique. Une société industrielle est apparue, en même temps qu'une société de consommateurs aux exigences sans cesse accrues. Mais, quelles que soient les spéculations auxquelles cette évolution peut donner lieu, il serait illusoire de croire qu'elle puisse s'accomplir sur d'autres bases que des bases socialistes. On ne saurait non plus nourrir aucun doute quant à la résolution des Soviétiques de revendiquer le rang et les responsabilités d'une puissance mondiale, ceci en vertu de leur statut de puissance nucléaire, de leur position stratégique et de leur rôle de direction idéologique du camp socialiste. Mais que signifie donc tout cela pour la validité du motif de la menace?

### *Les possibilités réelles de l'URSS*

La question décisive n'est pas de savoir si les Soviétiques souhaitent encore la domination mondiale, si possible à la suite d'une révolution mondiale. Naturellement, il ne la refuseraient pas si elle s'offrait à eux demain par suite de circonstances quelconques.

L'EUROPE A LACROISEE DES CHEMINS (suite)

L'important est plutôt de savoir comment l'Union soviétique apprécie les possibilités réelles d'atteindre ce but. Cette appréciation est une évaluation des chances et des risques. Or, les risques dépendent de la force de l'Occident, et celle-ci dépend entre autres éléments de la force de l'Europe.

A cet égard, il est vain de se demander si la menace qui pèse sur l'Europe occidentale est liée au potentiel militaire de l'Union soviétique ou aux intentions de celle-ci. Quant aux intentions, il n'existe naturellement aucune certitude. Mais, si nous admettons sans discussion la volonté de paix du Kremlin, il reste encore deux risques: celui d'un changement de direction soudain, non prévisible de l'extérieur, qui bouleverse toutes les prévisions, et le danger que ce potentiel important ne soit pas engagé dans une action militaire, mais sous la forme d'une pression diplomatique.

Non, notre sécurité continue à dépendre pour l'essentiel de nous mêmes, et par conséquent, il est démontré que notre motif ancien reste encore valable. Cela n'équivaut nullement à nier l'utilité de la politique de détente. Seulement, la détente, une fois réalisée, n'est malheureusement pas identique à une sécurité réelle surtout si elle ne s'accompagne pas d'un désarmement général. Elle peut et elle doit aboutir à une sécurité plus grande en tant que climat politique qui par delà la simple coexistence, permet une sorte de vie commune, voire de coopération entre Etats, bien qu'il existe entre ces dernier des problèmes importants.

*Moscou opposé à Paris  
et à Londres*

Ce que nous venons de dire sera encore plus clair si nous jetons un coup d'oeil sur les objectifs politiques concrets que poursuivent les Soviets en Europe. Ils souhaitent consolider le statu quo créé par la deuxième guerre mondiale. Ils veulent mettre un terme à toute intégration militaire, politique et économique en Europe occidentale, y compris l'intégration des Six. Il faut empêcher la création de tout « center of decision » autonome en Europe en dehors de l'Union soviétique. En bref, les Soviets veulent établir

la prépondérance intangible de l'Union soviétique en Europe, même contre la France et la Grande-Bretagne; cela implique, on ne peut plus l'ignorer, une position d'hégémonie au flanc de l'Europe, en Méditerranée et dans la Baltique.

Dans l'ensemble, l'activité soviétique exercera dans le proche avenir une poussée accrue dans la direction que nous venons de signaler; car la disparition de certaines circonstances favorables pour elle est prévisible.

*Les motifs sont  
toujours les mêmes*

Les conséquences qui en découlent pour nous sont évidentes. Il ne s'agit pas seulement d'être sur nos gardes devant les tentatives de désagrégation de toute nature — ce qui va de soi; il ne s'agit pas non plus seulement de la nécessité d'accélérer le rythme de progression dans le domaine de la politique économique commune et de la politique commerciale commune, dans nos efforts pour l'intégration de la politique de sécurité et de la politique étrangère — ce qui va également de soi. Mais nous devons aussi utiliser la politique de détente suivie de nos jours pour essayer de persuader les dirigeants soviétiques du fait que l'unification de l'Europe n'est pas dirigée contre l'Union soviétique, voire même que celle-ci agit contre ses propres intérêts quant elle adopte à l'égard de cette unification une position hostile. Si tant est que des garanties de la bonne conduite de l'Allemagne soient jugées nécessaire, quelle garantie peut être plus sûre que l'intégration volontaire dans la Communauté européenne, accomplie avec un dévouement authentique et qui a fait ses preuves en dix années d'application scrupuleuse des obligations communautaires?

Les motifs qui sont à l'origine de notre politique européenne n'ont pas disparu; ils ne se sont pas non plus affaiblis. Au contraire, il ont subsisté voire même ils se sont renforcés et accrus. La vie de l'Europe est devenue plus dangereuse. Les forces qui s'opposent à nous — traditionnelles ou dynamiques — sont aujourd'hui plus virulentes. Les forces qui travaillent pour nous exigent des soins attentifs. Rien n'est changé à cette évidence que le succès politique ne nous tombera pas du ciel en vertu de quelque automatisme secret. Il faut lutter pour l'obtenir. Pour cela, nous devons partir de ce qui est définitivement inscrit à notre actif.

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

## *Le meurtre poli de la Communauté*

Nous apprenons d'un article publié dans le Sunday Telegraph du 11 février qu'en voulant abandonner ses positions à l'Est de Suez, le gouvernement travailliste entend jouer un rôle protecteur à l'Est de Calais — car l'Europe pour le gouvernement de Londres et pour le gentleman qui signe l'article en question, est plus facilement définie en tant que région à l'Est de Calais.

Que ce soit à l'Est de Suez ou à l'Est de Calais, pour les Travaillistes et les anti-européens d'ici, c'est la même chose: des races inférieures, sous-développées, qui ont besoin de la direction et de la protection de type anglosaxon. C'est ainsi que l'Angleterre devrait non seulement affirmer sa présence militaire à l'Est de Calais, mais la renforcer afin de protéger les peuples de ces contrées contre les menaces présentes et à venir, et l'auteur de l'article précise ces menaces: «Le communisme n'est pas la seule menace. C'est pour aider à la protection du Continent contre le Gaullisme et le Néo-nazisme allemand que les pays du Bénélux et la majorité bien-pensante de l'Allemagne de l'ouest veulent que la Grande Bretagne entre». (dans la Communauté, N.R.).

Tout ce que l'ont peut ajouter, c'est que les européens qui s'acharnent à aider l'Angleterre de M. Wilson dans ses desseins actuels, paraissent avoir franchi la Manche et se trouvent déjà dans la sphère anglosaxonne en train de préparer le meurtre poli de la Communauté.

## *Deux millions et demi de journées de travail perdues par 2.102 grèves en 1967*

C'est sous ce titre que le Daily Telegraph du 31 janvier nous apprend sur quel rythme

l'Angleterre est en train de refaire son économie sous la férule des Travaillistes.

En effet, pendant l'année dernière les 2.102 grèves (pour la plupart non-officielles) ont fait perdre au pays 2.764.000 journées de travail, par 724.000 ouvriers. En comparaison avec l'année 1966, l'Angleterre a connu en 1967 une augmentation de 148 grèves, cependant que le nombre des ouvriers qui ont participé à ces grèves se voit augmenté de 180.000, pendant ainsi un nombre de 336.000 journées de travail en plus.

De la Gazette du Ministère du Travail, nous apprenons que de ce total 500.000 journées de travail on été perdues seulement dans les docks.

C'est en progressant vers la pauvreté que le gouvernement de M. Wilson entend préparer l'Angleterre pour l'entrée dans la Communauté européenne.

## *Au delà des Six*

Du Daily Telegraph du 5 février nous apprenons qu'un groupe formé par des membres de tous les partis politiques d'Angleterre est en train d'étudier les implications pour l'Angleterre d'une éventuelle formation d'une Région Nord-Atlantique de libres échanges. Un rapport présenté par le Dr. Gérard Curzon, professeur de Sciences Economiques Internationales à l'Université de Genève et Mme Curzon, montre que l'Angleterre devrait regarder au-delà de ses relations avec le Marché Commun et se rendre compte que l'avenir de son commerce se trouve *not only* en Europe, mais aussi dans le monde entier.

Le rapport montre entre autres, que cette région de libre échange comprendrait: l'Angleterre, les membres de EFTA, le Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zelande et les pays du Marché Commun. L'avenir de la Communauté européenne est donc discuté à l'heure actuelle à Genève et se trouve déterminé par la participation de l'Angleterre et de tous les autres pays anglo-saxons du monde. On ne peut que s'attendrir en voyant combien ces peuples à l'Est de Calais jouissent de la sollicitude anglo-saxonne.

*Les entretiens  
franco-allemands: une  
approbation plus  
sinistre que la capitulation*

Jusqu'à la fin des entretiens franco-allemands qui viennent d'avoir lieu à la mi-février, les milieux gouvernementaux de Londres donnaient comme certaine la participation de l'Allemagne au plan de division de la Communauté, amorcé on ne sait pas très bien par qui et où. Le communiqué issu à la suite de ces entretiens a déçu la presse britannique et a mis le gouvernement travailliste dans une fausse posture: rester fidèle au principe « tout ou rien » ce serait rejeter d'emblée les termes franco-allemands; repenser la soi-disante politique européenne ce serait reconnaître que les Français ont eu raison.

Le Daily Telegraph du 17 février annonce les termes du communiqué sous le titre: « *De Gaulle manoeuvre quant à l'entrée britannique* ». Selon ce journal, le communiqué pourrait éventuellement être un progrès vers l'entrée dans la Communauté, mais la clause: « *aussitôt que ces pays seront dans une position, selon chaque cas, d'entrer dans la Communauté ou de s'attacher à elle sous une autre forme* », est considérée comme une manoeuvre personnelle du président De Gaulle qui entend de cette manière, se réserver le droit de juger si et quand « ces pays » seront dans la condition exigée.

Le journal SUN du même jour est plus catégorique. Sous le titre: « *De Gaulle chauffe le même vieux plat* », ce journal considère que: « *l'approbation donnée par le Chancelier Kiesinger au plan de de Gaulle sur la manière de traiter la demande d'entrée dans le Marché Commun de la Grande Bretagne, pourrait être plus sinistre que la capitulation devant le Général* ».

L'hebdomadaire « The Observer » du 18 février est encore plus pessimiste et accuse directement l'Allemagne. Sous le titre: « *Entente atomique de Gaulle-Bonn* » le correspondant politique de l'« Observer » nous informe que les milieux gouvernementaux sont alarmés à l'idée que les Allemands auraient accepté de participer avec la France au développement de l'industrie nucléaire française, en échange d'un arrangement sur la question de la demande britannique d'entrer dans la Communauté. Et le journal continue. « *Mais du communiqué Kiesinger-de Gaulle il est évident que les Allemands appuient maintenant la France en insistant pour que la coopération entre les Six continue sans attendre la Grande Bretagne. De l'opinion de certains experts, le communiqué suggère que pour la première fois les Alle-*

*mands ont capitulé devant de Gaulle en envisageant l'exclusion permanente de la Grande Bretagne du Marché Commun* ».

Sous le titre: « *Les Gaullistes saluent la victoire française sur la Grande Bretagne* », le correspondant à Paris du « Sunday Telegraph » nous annonce que: « *Dans les termes de ce plan, la France continuera à faire sa musique pendant beaucoup d'années à venir sans peur de concurrence de la part de la Grande Bretagne* ».

Selon ce correspondant, par ces entretiens, la France aurait gagné:

1) Le sabotage du plan Bénélux pour une coopération politique et technologique entre l'Angleterre et les pays du Marché Commun sans la France si possible.

2) L'assurance de ne pas se voir isolée, grâce à la soumission des Allemands.

3) L'affaiblissement de l'opposition française qui menace de renverser le gouvernement gaulliste à cause de son attitude envers la Grande Bretagne.

Mais soucieux des intérêts des Etats-Unis, le correspondant continue: « *Les discussions franco-allemandes seront aussi une menace pour l'économie des Etats-Unis, car la région de libre échange proposée entre le Marché Commun et la Grande Bretagne serait un nouvel obstacle à l'exportation américaine vers l'Europe* ».

Pour mieux saisir la nature de l'européisme des milieux gouvernementaux et de la presse de Londres, nous nous arrêtons seulement sur quelques termes de ces réactions:

a) La clause selon laquelle les pays candidats entreraient ou s'attacheraient à la Communauté lorsqu'ils seront dans la condition de le faire, est qualifiée de manoeuvre gaulliste parce que, selon les milieux gouvernementaux de Londres, l'Angleterre devrait pouvoir entrer immédiatement et sans aucune condition. Pour eux il s'agit de sauver un programme politique et non pas d'être européen.

b) Le fait que les Allemands et les Français ont décidé de continuer la coopération entre les Six sans attendre l'Angleterre devient une trahison aux yeux des milieux gouvernementaux de Londres, car l'activité du Marché Commun, la coopération entre les Six auraient dû rester paralysées en attendant l'entrée de l'Angleterre. L'idée se passe ici de tout commentaire.

c) De même, empêcher la mise en application du plan Bénélux est mal vu par ces milieux, car ce qu'ils espéraient, c'était la formation d'une Communauté européenne politique et technologique d'où la France serait exclue. Si à cela on ajoute aussi le fait que tout le plan ne paraît aux yeux des Travaillistes et de leurs amis que la création méchante du Générale De Gaulle, on se rend

facilement compte de la nature de l'euro-péisme anglais. Etant seulement mal intentionnées quant à l'Europe, mais extrêmement naïfs quant à la politique européenne proprement dite, ils dénoncent eux-mêmes leurs intentions.

*La communauté  
juive a  
besoin de viande...*

Le peuple britannique n'a rien su des secrets qui ont été discutés par leur Premier-Ministre avec les leaders de Moscou. Ce n'est que par hasard qu'une notice discrète dans le Daily Telegraph du 5 février, vient d'en dévoiler une partie et on se demande quel doit être le degré de stupeur du peuple en l'apprenant. En effet, dans une réponse parlementaire écrite, M. Wilson a informé un de ses députés que lors de sa visite à Moscou, il a discuté avec le gouvernement soviétique le problème de la communauté juive de Russie. M. Wilson a soulevé la question du besoin de cette communauté de plus de viande et de plus de pain azime à l'occasion des Pâques. Le problème de l'émigration des Juifs soviétiques vers Israël a été aussi discuté par le Premier-Ministre britannique.

La générosité de M. Wilson est incontestablement digne de louanges et nul ne saurait mettre en doute l'utilité de son intervention. Le monde entier sait à quel point les Travailleurs sont écoutés à Moscou. Ce qui doit étonner les Britanniques, c'est que leur Premier-Ministre ait trouvé nécessaire de dépenser l'argent public pour aller à Moscou afin de traiter une affaire que le Premier Ministre israélien aurait pu traiter avec plus de compétence.

Son chétif appui vient d'ailleurs d'être offert avec tambours et trompettes au Président Johnson. Les Américains savent une fois de plus, que l'Angleterre de M. Wilson (et bien entendu, celle de M. Heath), se trouve avec eux dans l'affaire du Vietnam. mais en pensée et de tout coeur, car le travail proprement dit, sera fait par d'autres...

C'est ainsi que les qualités diplomatiques de M. Wilson s'affirment de Moscou où il traite des affaires juives, à Washington où il distribue de l'encouragement verbal et de temps en temps en Europe où il s'attache à désunir les membres de la Communauté. Quant à l'intérieur, toute l'économie, tous les problèmes sociaux et toute la haine que le peuple a pour les Travailleurs reçoivent une seule médecine: la haine des Français et de la France.

## LA PRESSE ET LE MARCHÉ COMMUN

Nous publions la fin de l'article documentaire emprunté à l'EUROPE EN FORMATION (décembre 1967) dû à Beniamino Olivi (v. « Bulletin Européen » des mois de janvier et février derniers).

Une autre difficulté dans l'information communautaire provient de la pluralité des intérêts des interlocuteurs. Dans les descriptions faites plus haut sur la structure de la presse dans les pays membres, on n'a pas manqué de relever l'extrême diversification des organes d'information. Il en découle que le service de presse de la Communauté, et en particulier de la commission, doit être à même de répondre à des besoins très différenciés.

Si l'on pouvait tenter une classification de la demande d'information sur l'activité des Communautés, je proposerais le schéma suivant:

— demande d'information générale, politico-économique de la part des grands quotidiens d'information, au moyen de correspondants permanents ou d'envoyés spéciaux, à l'occasion d'événements particuliers ou de services non directement liés à l'actualité;

— demande d'information économique de la part de quotidiens politiques et économiques, représentés à Bruxelles ou en liaison avec les bureaux nationaux d'information des Communautés (8). C'est là une pratique constante. compte tenu du fait que la sphère de compétence de la Communauté, et par conséquent de la commission, couvre tous les secteurs de l'économie;

— demande d'information sectorielle de la part de correspondants de journaux ou d'agences de secteur, qu'intéressent plus particulièrement la phase d'élaboration des propositions de la commission et la négociation au sein du conseil, et qui alimentent la presse technique et spécialisée;

— demande d'information de la part des organes « européens », qui sont le phénomène le plus original suscité, dans le domaine de l'information, par la création et l'activité des Communautés (9).

Compte tenu de la complexité des besoins, l'activité du service de presse de la commission est nécessairement très complexe. Il s'agit d'assurer avant tout une infor-

mation courante et quotidienne « moyenne », susceptible de satisfaire au maximum la demande, sauf à couvrir la demande marginale en orientant les demandeurs vers les directions techniques de la commission. Il s'agit en outre d'assurer aux informations techniques écrites un commun dénominateur, minimale de clarté et d'intelligibilité pour l'utilisateur moyen. Il s'agit, enfin, d'être prêt à fournir au journaliste le plus démuné, qui se consacre pour la première fois à ce genre d'information, la possibilité de recevoir une information de base complète sur l'activité communautaire.

Telles sont les tâches que le service de presse de la commission est quotidiennement appelé à remplir, dans des conditions qui exigent une prudence constante et une formulation particulière, compliquée par le plurilinguisme tant dans la rédaction écrite que dans la communication orale. Un problème technique, une proposition en matière de prix, de prélèvements ou de clauses de sauvegarde a toujours un aspect politique plus ou moins accentué pour un ou plusieurs Etats membres. Il ne faut pas non plus oublier que le degré d'intégration des six économies est « en puissance », que la décision communautaire — et partant la proposition de la commission — comporte le plus souvent une incidence sur les intérêts nationaux et représente en tout cas l'instauration de dispositions nouvelles, de mesures qui dérangent des traditions et des intérêts en place.

La divulgation de détails des travaux en cours, surtout au stade de la préparation, peut rendre difficile la tâche du conseil. alarmer prématurément l'opinion publique ou les intérêts en jeu, contribuant ainsi à créer des tensions entre les institutions, en une période où tout l'équilibre communautaire (en raison notamment de la phase transitoire de l'intégration) n'est pas parfaitement consolidé.

## LE ROLE DE LA PRESSE

Il m'est impossible de décrire ici l'organisation et les méthodes grâce auxquelles le « groupe du porte-parole », comme on l'appelle en langage administratif, exerce cette action de médiation entre l'appareil administratif et décisionnel de la commission et la presse accréditée auprès de la Communauté. Il suffit de mentionner que dans ce service sont représentées toutes les nationalités de la Communauté (en la personne des adjoints du porte-parole), et que l'on doit noter, fait caractéristique la présence de deux membres de nationalité respectivement britannique et américaine, en considération du haut degré d'intérêt de l'opinion publique des pays anglosaxons ainsi que du nombre de correspondants et envoyés spéciaux de journaux anglais et américains à Bruxelles.

Il n'est pas inutile, par ailleurs, de noter que chaque porte-parole adjoint est également spécialisé dans tel ou tel secteur important de l'activité communautaire, de sorte que le premier approfondissement du sujet spécifique, éventuellement demandé par la presse, peut avoir lieu à ce niveau, sans que le service spécialisé de la commission soit contraint de le faire. Il faudrait également rappeler l'activité exercée par le groupe du porte-parole au cours des réunions du conseil, pendant lesquelles les délégations nationales conduisent de façon autonome leur propre politique de presse. Le groupe du porte-parole est présent pour fournir l'information la plus communautaire possible sur le déroulement des travaux et pour donner aux antennes existant dans les bureaux nationaux une information rapide et complète. Enfin le groupe du porte-parole participe, pour la partie politique et souvent technique, à l'élaboration de l'information dite à long terme concernant la C.E.E., qui est assurée par le service commun de presse et d'information des trois Communautés.

Conscient des difficultés, mais aussi de la nouveauté de la fonction qui lui est confiée, le groupe du porte-parole de la commission s'efforce de répondre à la demande d'information avec célérité et efficacité, dans la conviction que le monde moderne exige un perfectionnement et un élargissement continus des connaissances, surtout lorsque celles-ci concernent des faits et des actions ayant une incidence immédiate sur la vie et la structure sociale des pays européens, et pas seulement de ces pays.

\* \* \*

L'analyse des tendances et des progrès de l'information européenne dans les divers Etats membres ne nous a pas permis de répondre à la question de savoir s'il existe ou non une opinion publique européenne. En vérité, si l'on veut entendre par cette expression le résultat d'un processus d'intégration des opinions nationales, il faut constater que cette intégration n'existe pas, au moins dans l'acception parfaite du terme. D'autre part, le terme « opinion publique » est abstrait et, même à l'échelle nationale, il pourrait être analysé et décomposé en éléments et en zones d'intérêt commun, ou de problèmes communs, ou d'aspirations communes plus ou moins intenses en fonction de la localisation et de la composition des différents groupes sociaux.

Il est plus juste de dire que ce qui nous intéresse c'est la sensibilité du public aux problèmes européens. L'expérience des dernières années nous a confirmé qu'elle existe en partie et qu'elle a de grandes virtualités. Rendre ces virtualités actuelles et opérantes serait la tâche de la presse consciente de chaque pays (10).

Dans la mesure où le processus d'intégration a une incidence sur les intérêts concrets de couches toujours plus larges de la population, on peut affirmer que ce sentiment commun, cet intérêt actuel deviennent de plus en plus exigeants. Il suffit de penser à l'exemple des agriculteurs, que la politique agricole commune a rendus plus immédiatement conscients des conséquences de l'intégration et aussi de ses implications politiques.

Mais au fur et à mesure que l'intégration européenne progressera dans les différents domaines de l'économie, selon un rythme qui peut paraître parfois irrégulier du dehors mais qui est certainement irrésistible, la tâche de la presse, surtout celle qui est la plus orientée vers les thèmes et les principes politiques de l'unification du continent, deviendra plus importante. Il sera certainement toujours plus nécessaire de maintenir une liaison constante entre le thème de l'Europe et les thèmes de la politique intérieure, entre les événements européens les résultats de l'intégration et l'attitude des forces politiques à l'intérieur. En d'autres termes, l'intégration économique deviendra toujours plus politique, parce qu'elle aura une incidence toujours plus forte sur les intérêts des communautés nationales.

Cette « politisation » progress've demande une attention progressivement accrue, surtout de la part de la presse. Certes, cette remarque vaut aussi pour les autres moyens de communication de masse, mais pour la presse écrite la tâche est peut-être plus grande encore. Sa mission sociale reste liée à l'effort de réflexion qu'elle demande au lecteur; et c'est là une fonction irremplaçable, aujourd'hui encore, malgré le progrès de l'information audio-visuelle.

C'est pourquoi la presse a une tâche de premier plan dans la formation de ce nouveau citoyen que l'intégration européenne parviendra inévitablement à modeler et qui devra nécessairement être plus conscient et mieux informé.

(8) Un bureau du service commun de presse et d'information des Communautés européennes est installé dans chaque capitale des pays membres (à l'exception de Bruxelles et de Luxembourg qui abritent les services centraux) et dans certains pays tiers: Washington, New-York, Montevideo, Londres.

(9) Le cas le plus connu est celui de l'Agence Europe dont les bulletins quotidiens, qui abordent exclusivement des nouvelles sur l'activité des Communautés européennes, ont rencontré un vif succès.

Il existe actuellement près de 200 revues, journaux ou bulletins consacrés aux questions européennes; le recensement en a été fait récemment dans le *Répertoire des périodiques consacrés aux questions européennes*, Paris, Presses d'Europe, 1967.

(10) C'est un peu le rôle que s'est donné l'Association des journalistes européens.

A Sarrebruck

«EURO FORUM 68»

énonce les douze directives

de la

politique européenne

Le Conseil économique du parti chrétien-démocrate avait récemment invité les hommes politiques de tous les pays européens et de toute les tendances politiques à une conférence de plusieurs jours qui s'est tenue à Sarrebruck et qui avait choisi pour thème directeur « Euro-Forum 68 ». Ainsi qu'en témoigne le nombre des participants — ils étaient près de 600 — cette manifestation suscita un intérêt considérable, tant dans les milieux économiques allemands que parmi les économistes et les hommes politiques étrangers. Outre les spécialistes les plus en vue de la Communauté économique européenne, des économistes et des hommes politiques des pays de la petite zone de libre échange, d'Europe orientale, voire même des Etats-Unis d'Amérique du Nord, exposèrent leur point de vue à Sarrebruck au sujet des questions d'actualité ayant trait à la Communauté économique européenne, et de leur évolution.

Vers la création d'un  
Etat fédéral européen

Le résultat du Congrès fut l'adoption par le Conseil économique du parti chrétien-démocrate de douze lignes directrices en matière de politique européenne. Elles furent adressées aux gouvernements respectifs des six pays membres de la C.E.E. Dans leur ensemble, ces lignes tendent, après la concrétisation de l'union économique et monétaire commune, à la création d'un Etat fédéral européen. Sont notamment considérés comme nécessaires pour la fondation d'un système monétaire européen commun: une coordination de la politique financière et monétaire, l'administration commune des réserves monétaires et la création d'une Banque monétaire européenne. De l'avis du Conseil économique, les mesures propres à réaliser un marché intérieur commun consistent aussi en l'intégration accélérée dans ce marché de

## « EURO-FORUM 68 »

(suite)

la production industrielle et des prestations de services, la suppression de tous les contrôles douaniers, l'harmonisation des règlements techniques ainsi que la suppression de toutes les taxes de péréquation. La ligne directrice concernant le marché européen des capitaux réclame la libéralisation des mouvements de capitaux, l'harmonisation des règlements de bourse et enfin le réajustement des règlements en matière d'impôts pour la circulation des capitaux et l'imposition des sociétés. A cela vient s'ajouter la nécessité d'harmoniser la politique conjoncturelle et énergétique et de promouvoir la concentration et la coopération. Afin d'améliorer les relations avec les pays d'Europe orientale, il faut, de l'avis du Conseil économique du parti chrétien-démocrate, renforcer la coopération dans le domaine économique et culturel. En ce qui concerne les rapports avec les Etats-Unis, le Conseil a réclamé l'application du statut du *partnership mutuel* assurant l'égalité des droits des deux parties en présence.

## LES DEBATS

La résolution qui fut adoptée au sujet des douze lignes directrices fut précédée de nombreux exposés et discussions. A cette occasion, le professeur Hallstein, ancien président de la Commission de la C.E.E., lança un appel en faveur d'une activité nouvelle au sein du mouvement européen. M. Hallstein considérait le fait que, pendant plusieurs mois, un fauteuil est resté vide au Conseil des ministres de la C.E.E. comme symptomatique de la situation actuelle. « Les Européens, déclara-t-il, n'abandonnent pas pour autant l'espoir que la France en revienne à son ancienne politique européenne, sans laquelle l'entente au sein de l'Europe n'aurait pu être réalisée. Suivant le professeur Hallstein, la grande communauté européenne, dont fera partie la Grande-Bretagne, pourra devenir une réalité avant 1980. Il qualifia ce pays de « partenaire fort » lorsqu'il fera partie de la C.E.E.

Le Français Jean Monnet, fondateur spirituel et premier président de la C.E.C.A., s'était, lui aussi, prononcé à Sarrebruck en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. et avait fait remarquer que si l'Europe négligeait de regrouper ses forces, elle deviendrait un continent sous-développé avant dix ans, qui consommerait ce que produiront les Etats-Unis, l'Union soviétique et peut-être aussi le Japon. Le professeur Giersch, un des cinq membres du Conseil des experts chargé de porter un jugement sur la situation économique, souligna le be-

soin pressant d'un élargissement de la Communauté européenne à d'autres pays d'Europe. On entrevoit une possibilité d'élargir la Communauté en cette « période embarrassante » dans l'élimination progressive des hésitations à faire du commerce avec les pays qui sont déjà déclarés disposés à devenir membres de la Communauté économique européenne.

Résumant plusieurs thèmes de discussion, M. Hans von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E., souligna la nécessité de déployer encore des efforts considérables pour aboutir, lorsque les barrières douanières auront été supprimées le 1er juillet 1968 entre les pays de la C.E.E., à une union économique réelle, à laquelle devraient adhérer aussi la Grande-Bretagne et d'autres pays. D'après l'orateur, celle-ci ne peut se réaliser sans une politique économique, financière et monétaire commune et sans un réajustement de nombreuses dispositions juridiques. Lors de la discussion, des critiques s'élevèrent du côté américain, ceux-ci estimant que la CEE n'a pas suffisamment pris conscience de son devoir en tant que deuxième partenaire commercial du monde. Lors de son exposé, un membre britannique émit l'avis que l'adhésion de la Grande-Bretagne à une zone de libre échange constituée par les pays de l'Atlantique Nord était plus avantageuse que son adhésion à la C.E.E.

Fonds de réserve  
et monnaie européenne

Un des points qui suscita le plus l'attention de l'assemblée fut le discours de M. Werner, Premier-ministre luxembourgeois, qui s'étendit longuement sur les tâches qui attendent la C.E.E.. Suivant M. Werner, la concrétisation du marché intérieur européen réclame encore des efforts soutenus. Une union économique réelle suppose, en plus de la suppression des barrières douanières, un rapprochement sensible dans le domaine des finances publiques et privées. L'accès aux marchés des capitaux à l'intérieur de la Communauté devrait être assuré à tous les pays producteurs de capitaux, d'où la nécessité de faire de la C.E.E. un des plus grands marchés de capitaux du monde. Pour la coordination de la politique monétaire, M. Werner recommanda le recours à un plan d'action. Il insista sur l'utilité, pour les questions monétaires, de créer un fonds européen par le truchement duquel des mesures d'assistance mutuelle vers l'intérieur et des mesures de crédit internationales vers l'extérieur pourraient être prises. En ce qui concerne la phase terminale, M. Werner ébaucha l'aspect que devait revêtir un fonds de réserve européen et une monnaie européenne.

A travers l'Europe et le monde

# minimum

## Livret d'épargne européen

Un livret d'épargne européen instauré par les Caisses Raiffeisen permettra à ses propriétaires, pour l'instant en République fédérale, aux Pays-Bas, en Suisse et en Autriche, d'effectuer librement à partir de mai tout versement et retrait dans les pays partenaires. Des négociations sont en cours avec la France, la Belgique, et le Luxembourg.

## Mère des nationalismes

Un fait curieux: l'évolution des pays communistes paraît s'opérer dans le sens du nationalisme. Tchécoslovaques, Polonais, Roumains progressent dans l'histoire en gardant un régime communiste d'autant plus vital qu'il se proclame national. Ainsi l'«Internationale» a-t-elle engendré toute une florissante progéniture de petits nationaux, sains et ardents à vivre, déjà robustes et dotés d'une forte voix. Communisme devient peu à peu synonyme de nationalisme et cette confusion des notions et des termes est un véritable casse-tête chinois. L'Amérique y perd... son peu de latin. La Russie, un peu chinoise, se défend mieux.

## Un accident historique

Affirmant que le «processus historique d'unification en Europe implique que celui-ci englobe tous les peuples européens» M. Walter Hallstein, Président du Mouvement Européen, reconnaît qu'en 1950 et 1955 les Britanniques ont été invités à y participer.

Mais, ajoute-t-il, «...leur refus (dû au manque d'imagination) est un accident historique».



On pourrait dire, aussi, que la présence des Iles Britanniques, au nord du continent, n'est qu'un accident géographique dû au manque de sens politique de la nature.

## 250 millions d'Anglo-saxons

La «Nation Européenne» a publié l'an dernier (avril 1967) une intéressante interview de M. Hervé Lavenir, «fonctionnaire européen», à propos de la langue véhiculaire que tous souhaitent pour l'Europe.

Nous ne prétendons pas aborder ici le fond du problème. On sait que les susceptibilités nationales s'échauffent dès qu'on envisage l'éventualité d'un choix entre les lan-

gues existantes. Certain proposent alors la création d'une nouvelle langue. Et pourquoi non? Aldous Huxley a bien imaginé — et la chose paraît chaque jour moins invraisemblable — que demain on fabriquera des hommes en bouillie. On pourrait choisir certains ingrédients de base: la grammaire anglaise, les grands vocables universels à racines grecques ou latines, quelques profonds concepts germaniques, confier le tout à un ordinateur électronique et attendre le résultat.

Toutefois M. Lavenir ne suggère rien de tel. Parlant des comités créés en 1957 «pour la française langue européenne» il nous fait une curieuse révélation: les plus chauds partisans du français se recrutent dans les Pays germaniques peut-être, nous dit-il, parce que l'anglais est plus dangereux pour eux que pour les Latins... En fait, plus dangereux, il l'est pour tous. Ceci pour la simple raison que derrière le français il n'y a que 55 millions d'Européens, tandis que derrière l'anglais il y a 250 millions d'Anglo-saxons.

## bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT BINI  
 Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME  
 Tél. 671.260

### ABONNEMENTS

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—  
 Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

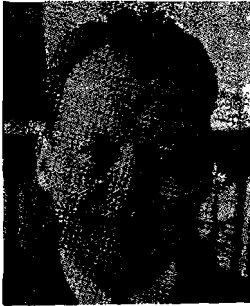
Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E



M. WILLY BRANDT, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères de la République fédérale allemande est un fervent européeniste.

M. Willy Brandt a dit récemment: « L'Europe ne peut être construite par le haut. Je suis conscient du rôle des nations: j'ignore quelle sera la forme assumée un jour par les Etats-Unis d'Europe, mais nous pouvons déjà considérer les communes comme leur fondement inébranlable, sans lequel l'édifice européen ne tiendra jamais debout ».

---

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.

---